

**Assemblée générale**

Distr. générale
13 juillet 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-troisième session,
(30 avril-4 mai 2012)**

N° 15/2012 (Malawi)

Communication adressée au Gouvernement le 8 février 2012

**Concernant: Lenard Odillo, Eliya Kadzombe, Jasten Kameta Chinseche
et Madison Namithanje**

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses Méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, pour autant que les États concernés soient parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. M. Lenard Odillo, citoyen malawien résidant habituellement à Chiradzulu, dans la province de Nkalo au Malawi, est commerçant.

4. Le 25 octobre 2006, à environ 9 heures du matin, M. Odillo vendait des pommes de terre au marché Kunje de Chiradzulu au Malawi, quand il a été abordé par trois policiers en civil du poste de police de Mountford. Lorsqu'il a été arrêté, M. Odillo a été informé qu'il faisait l'objet d'une enquête par la police de Blantyre. On ne lui a toutefois pas présenté de mandat d'arrêt, pas plus qu'il n'a été informé de son droit de garder le silence et de ne rien dire qui puisse être retenu contre lui.

5. Vers 10 heures, après avoir été menotté, M. Odillo a été conduit par les policiers au dépôt des bus de Nguludi Turn-off. Là, il a attendu trente minutes que les policiers de Blantyre arrivent. Dans l'intervalle, lorsque M. Odillo a voulu demander aux policiers de Mountford les motifs réels de son arrestation, ceux-ci se seraient mis à le frapper en public avec des courroies de ventilateur et une machette panga. Les policiers du poste de police de Mountford auraient écrasé les menottes de M. Odillo, le coupant aux poignets et occasionnant plusieurs cicatrices. La source indique que, depuis ce mauvais traitement, la main gauche de M. Odillo est restée définitivement rigide.

6. Vers 10 h 30, les policiers du poste de police de Blantyre sont arrivés et ont emmené M. Odillo dans un de leurs véhicules. Le frère de celui-ci, M. Christophe Odillo, a également été emmené. Les deux frères ont dans un premier temps été conduits au poste de police de Mountford où ils auraient été fouillés. M. Lenard Odillo a ensuite été escorté par la police de Blantyre jusqu'à son domicile; arrivés à environ 13 heures, les policiers et M. Odillo ont été accueillis par la femme de celui-ci, enceinte au moment des faits, qui a été poussée à l'intérieur de la maison par les policiers. Les policiers ont informé la femme de M. Odillo que celui-ci avait commis un vol de voiture et qu'ils venaient voir s'ils trouvaient le produit de ce vol dans la maison.

7. Les policiers ont fouillé la maison et confisqué un amplificateur et 15 disques compacts. Lorsqu'ils lui ont demandé où étaient les lecteurs de CD et les enceintes, M. Odillo a répondu qu'ils se trouvaient chez son père. Au domicile de ce dernier, les policiers ont confisqué une radio, deux grandes enceintes et un lecteur vidéo. M. Odillo a été informé qu'on confisquait ces biens parce qu'ils avaient pu être achetés avec le produit du vol.

8. Les policiers ont ensuite emmené M. Odillo, sa femme et son père à bord d'un véhicule de police dans une autre maison appartenant à la femme de M. Odillo à qui ils auraient dit qu'ils ne l'arrêteraient pas, à moins qu'elle se rende au poste de police pour voir son mari.

9. Les policiers ont alors emmené M. Odillo, son frère et son père au poste de police de Blantyre. Ils y seraient arrivés entre 14 heures et 16 heures; M. Odillo aurait été battu à coups de ceinture en cuir pendant environ une demi-heure et on lui aurait demandé à de nombreuses reprises où se trouvait la voiture. Il a ensuite été placé dans une cellule. Il a appris ultérieurement que son père avait été relâché dans la soirée.

10. Le 26 octobre 2006, vers 7 heures du matin, M. Odillo a été emmené pour être interrogé au Bureau des enquêtes relatives aux véhicules à moteur du poste de police de Blantyre. Les deux policiers présents lors de l'interrogatoire ont informé M. Odillo qu'il était accusé de vol de voiture et de meurtre, sans lui faire part de faits précis sur les délits qu'il aurait commis ni sur les preuves existant contre lui. M. Odillo a déclaré aux policiers qu'il ne savait rien des délits dont on l'accusait. Selon les informations reçues, il aurait alors été battu par les policiers pendant environ trente minutes avec un bâton de marche en plastique et une ceinture en cuir, semble-t-il en vue de lui soutirer des aveux. Il a ensuite été ramené dans sa cellule.

11. Le 27 octobre 2006, vers 14 heures, M. Odillo a été de nouveau conduit au Bureau des enquêtes relatives aux véhicules à moteur. Il aurait été battu et incité à passer aux aveux. Le 28 octobre 2006, il a de nouveau été interrogé, par un policier de Zomba. Une déclaration officielle signée de M. Odillo a été enregistrée dans laquelle celui-ci niait toutes les accusations dont il faisait l'objet.

12. Le 3 novembre 2006, vers 7 h 30 du matin, M. Odillo a été conduit au tribunal d'instance de Blantyre. À cette audience, il n'aurait pas eu accès à un avocat, n'aurait pas compris la procédure en cours et n'aurait pas eu la possibilité de demander sa mise en liberté sous caution, ni de contester la légalité de son arrestation et de sa détention devant un magistrat. Vers 11 heures, il a été ramené au poste de police de Blantyre avant d'être transféré à la prison de Chichiri à Blantyre, où il est toujours détenu.

13. M. Odillo aurait été inculpé de meurtre au titre de l'article 209 du Code pénal du Malawi et placé en détention provisoire à la prison de Chichiri par un magistrat du tribunal d'instance de Dalton.

14. La source dénonce un certain nombre de violations des règles de procédure dans l'arrestation et la détention de M. Odillo.

15. Premièrement, la source fait valoir que le placement de M. Odillo en garde à vue pendant au moins cinq jours avant sa présentation à un juge était contraire à son droit au titre de l'alinéa *b* du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution du Malawi. De plus, lors de son arrestation, M. Odillo n'a pas été informé des accusations portées contre lui, ni des raisons de son placement en détention. Ce n'est qu'au troisième jour de sa détention que M. Odillo a été informé qu'il était accusé de meurtre. La source affirme qu'un tel traitement équivaut à une violation du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de l'alinéa *e* du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution du Malawi.

16. Deuxièmement, pendant sa garde à vue, M. Odillo aurait été battu et forcé à avouer le crime dont il était soupçonné ce qui, selon la source, constituerait une violation de l'alinéa *g* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

17. Troisièmement, la source estime qu'une période de détention avant jugement de cinq ans et deux mois constitue une violation de l'alinéa *c* du paragraphe 2 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de l'alinéa *f* du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution du Malawi et de l'alinéa *d* de l'article 7 de la Charte africaine

des droits de l'homme et des peuples. Au cours de cette période, M. Odillo n'a été présenté à un juge qu'une seule fois. Il n'aurait pas été informé du moment où il serait jugé, ni même de l'éventualité qu'il le soit.

18. Quatrièmement, l'ordonnance de placement de M. Odillo en détention provisoire à la prison de Chichiri indiquerait la date du 3 novembre 2006. Depuis, ce document n'a été ni renouvelé, ni révisé. La source soutient que cela est contraire à l'article 267 du Code de procédure pénale et d'administration de la preuve du Malawi selon lequel la décision relative au placement en détention provisoire doit être révisée ou renouvelée tous les quinze jours. Elle affirme donc que M. Odillo est détenu illégalement depuis le 15 novembre 2006.

19. Cinquièmement, il semblerait que M. Odillo n'ait pas eu la possibilité de prendre connaissance des preuves pesant contre lui. Aucun avocat n'aurait été chargé de le défendre. Pour la source, il s'agit d'une violation de l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

20. Enfin, la source indique que M. Odillo n'a formé aucun recours juridique parce qu'il ne peut s'offrir les services d'un avocat privé. Il n'a eu accès à aucune assistance judiciaire jusqu'en novembre 2011, date à laquelle il a pu s'entretenir en prison avec des représentants du Southern Africa Litigation Centre et du Centre for Human Rights, Education, Advice and Assistance.

21. Pour les raisons susmentionnées, la source considère que la privation de liberté de M. Odillo est arbitraire en ce qu'elle fait apparaître de graves manquements aux garanties minimales inhérentes au droit à un procès équitable.

22. M. Eliya Kadzombe, citoyen malawien résidant habituellement dans le village de Chavala, sous l'autorité traditionnelle de Kasisi, dans le district de Chikwawa au Malawi, est barbier.

23. Le 4 décembre 2008, vers 18 heures, M. Kadzombe a été appréhendé près de son domicile à Chavala par des membres de la communauté locale puis conduit dans une maison du voisinage. On lui a dit qu'on allait l'emmener pour l'interroger, sans plus de détails. M. Kadzombe a été ensuite enfermé dans un placard pendant une nuit jusqu'à ce qu'un policier vienne le chercher le lendemain matin.

24. Le 5 décembre 2008, vers 7 heures du matin, M. Kadzombe a été menotté et emmené par deux policiers au poste de police de Chimembe dans le village de Chavala. Selon la source, à son arrivée au poste de police, M. Kadzombe aurait été enfermé dans une cellule. On lui a indiqué que c'était en attendant que la police de Chileka l'emmène. Pendant la semaine qu'il a passée au poste de police de Chimembe, M. Kadzombe n'a pas été officiellement interrogé et n'a pas quitté sa cellule.

25. Tôt le matin du 11 décembre 2008, M. Kadzombe a été extrait de sa cellule et emmené dans la salle d'interrogatoire du poste de police. Six policiers étaient présents dans la pièce et aucun ne l'aurait informé de son droit de garder le silence ni du fait que tout ce qu'il pourrait dire serait susceptible d'être retenu contre lui devant un tribunal. M. Kadzombe n'aurait pas été informé de son droit d'être assisté d'un avocat et aucun avocat n'aurait assisté à l'interrogatoire.

26. Pendant cet interrogatoire, M. Kadzombe a été informé qu'il était soupçonné d'avoir assassiné sa mère, M^{me} Naswati Kadzombe. Il a déclaré qu'il ne savait strictement rien des circonstances de la mort de sa mère. Les policiers auraient menacé de le battre et l'un d'entre eux l'aurait frappé sur les deux tibias avec une machette panga. M. Kadzombe a persisté à nier toute implication dans la mort de sa mère.

27. Pendant l'interrogatoire, aucune déclaration n'a été consignée et M. Kadzombe n'a pas été officiellement inculqué.

28. Le 11 décembre 2008, vers midi, M. Kadzombe a été informé qu'il allait être conduit au tribunal. À 14 heures, il a été transféré du poste de police de Chileka à la prison de Chichiri où l'administration pénitentiaire aurait refusé de l'admettre en raison de son âge et parce qu'il n'avait pas comparu devant un tribunal. M. Kadzombe a alors été ramené au poste de police de Chileka.

29. Le 12 décembre 2008, M. Kadzombe a été conduit par la police au tribunal d'instance de Chisenjere. Il n'a pas été informé de son droit d'être assisté d'un avocat et aucun avocat n'était présent à l'audience. Il n'a pas non plus été informé de son droit d'être libéré sous caution. Au tribunal d'instance de Chisenjere, il a pour la première fois été inculqué du meurtre de M^{me} Naswati Kadzombe, au titre de l'article 209 du Code pénal du Malawi. M. Kadzombe a plaidé non coupable.

30. À l'issue de l'audience, M. Kadzombe a été conduit à la prison de Chichiri, où il se trouverait toujours.

31. La source considère que la privation de liberté de M. Kadzombe est arbitraire pour les raisons ci-après:

a) M. Kadzombe a été maintenu en garde à vue pendant huit jours sans être présenté à un juge, ce qui constituerait une violation de l'alinéa *b* du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution du Malawi;

b) M. Kadzombe n'a pas été informé des raisons de son arrestation avant le huitième jour de sa détention et il ne lui a été donné lecture des accusations portées contre lui qu'au neuvième jour de détention, au tribunal de Chisenjere; selon la source, il s'agit d'une violation du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de l'alinéa *e* du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution du Malawi;

c) Lorsqu'il était en garde à vue, M. Kadzombe aurait été battu et contraint à faire des aveux, en violation de l'alinéa *g* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

d) M. Kadzombe n'a à aucun moment été informé de son droit de garder le silence ou du fait que ses déclarations risquaient d'être retenues contre lui, ce qui constituerait une violation du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution du Malawi;

e) M. Kadzombe est détenu sans jugement depuis le 12 décembre 2008; selon la source, cette détention prolongée contreviendrait à l'alinéa *c* du paragraphe 2 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à l'alinéa *f* du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution du Malawi et à l'alinéa *d* de l'article 7 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples;

f) M. Kadzombe n'a pas été informé des preuves existant contre lui et n'a pas eu la possibilité d'y avoir accès, ceci en violation de l'alinéa *b* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

g) La première ordonnance de placement de M. Kadzombe en détention provisoire datée du 12 décembre 2008 montre que le maintien en détention provisoire n'a été renouvelé qu'à deux reprises, le 6 mars 2009 et le 29 juillet 2009. Selon la source, ce procédé est contraire à l'article 267 du Code de procédure pénale et d'administration de la preuve du Malawi selon lequel la décision relative au placement en détention provisoire

doit être révisée tous les quinze jours. La source affirme donc que pendant les périodes allant du 30 décembre 2008 au 6 mars 2009 et du 29 mars 2009 au 29 juillet 2009, M. Kadzombe a été détenu illégalement et qu'il l'est toujours depuis le 30 septembre 2009;

h) Les autorités n'auraient pas tenu compte de l'âge de M. Kadzombe ni du fait qu'il n'a toujours pas été jugé. M. Kadzombe est incarcéré avec des condamnés dans la prison de Chichiri, ce qui d'après la source est contraire à l'alinéa *d* du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution du Malawi;

i) M. Kadzombe n'a pu avoir accès à un conseil qu'à deux occasions en 2008, sans résultat toutefois. En novembre 2011, des représentants du Southern Africa Litigation Centre et du Centre for Human Rights, Education, Advice and Assistance ont pu s'entretenir avec lui en prison.

32. M. Jasten Kameta Chinseche, citoyen malawien résidant habituellement dans le village de Stepae, sous l'autorité traditionnelle de Chimalito, dans le district de Thyolo, est gardien et vendeur sur les marchés à BCA Hill, à Blantyre au Malawi.

33. Le 18 avril 2009, M. Chinseche, qui vendait des bananes au Centre commercial Goliath dans le district de Thyolo au Malawi, a été abordé par un policier en civil qui s'est présenté comme appartenant à la police de Nansadi. Le policier a demandé à M. Chinseche où il se trouvait le soir précédent, l'accusant d'avoir poignardé son beau-père. Bien que M. Chinseche ait aussitôt réfuté cette accusation, le policier l'a invité à se rendre au poste de police pour y être interrogé.

34. M. Chinseche a été immédiatement escorté vers une voiture de police et conduit dans les locaux de la police de Nansadi. À son arrivée, il a été placé dans une cellule. On ne lui a pas montré de mandat d'arrêt et on ne l'a pas informé des raisons de son arrestation, pas plus que de son droit de garder le silence.

35. Après deux jours passés en garde à vue au poste de police de Nansadi, M. Chinseche a été extrait de sa cellule pour être interrogé et faire une déclaration. Il aurait été emmené dans une pièce où deux policiers lui auraient demandé où il se trouvait le soir précédant son arrestation, l'accusant de s'être trouvé avec la personne décédée la nuit du meurtre. Alors qu'il niait ces accusations, M. Chinseche a été menacé avec une machette panga et des cannes en bois. Il aurait été frappé pendant cinq à dix minutes avec ces cannes, dans le dos, sur les côtes et aux genoux. Il a persisté à refuser de reconnaître les faits dont on l'accusait. Il a alors été incarcéré dans une cellule du poste de police, où il est resté deux mois.

36. Le 15 juin 2009, M. Chinseche a été conduit au tribunal d'instance de Midima à Limbe pour une audience préliminaire. Il a alors été inculpé de meurtre au titre de l'article 209 du Code pénal du Malawi. Il a plaidé non coupable. Il n'aurait été informé ni de son droit d'être libéré sous caution, ni de son droit de consulter un avocat. Aucun avocat n'était présent à ses côtés au tribunal et il n'a jamais demandé à être libéré sous caution.

37. À l'issue de l'audience, M. Chinseche a été emmené à la prison de Chichiri à Blantyre, où il est toujours incarcéré. Il n'y a pas eu d'autre audience depuis et aucune date n'a été fixée pour son procès.

38. Comme dans les cas précédents, la source dénonce un ensemble de violations analogues des garanties minimales d'une procédure régulière inhérentes au droit à un procès équitable et à l'accès à la justice, alléguant notamment de la violation des dispositions ci-après: paragraphe 1 et alinéa *a* du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution du Malawi (information sur le droit de garder le silence et sur les conséquences induites par la signature d'une déclaration); paragraphe 2 de l'article 9 et alinéa *a* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 42 de la Constitution du Malawi (droit d'être informé, dans le plus court délai, des charges retenues ou des motifs de l'arrestation

et de la détention); alinéa *b* du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution du Malawi (prorogation de la garde à vue); alinéa *a* du paragraphe 2 de l'article 10 du Pacte et alinéa *d* du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution (M. Chinseche a été détenu dans la même cellule que des détenus condamnés); paragraphe 3 de l'article 9 et alinéa *c* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, paragraphe 1 de l'article 7 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (M. Chinseche n'a pas été jugé dans un délai raisonnable); alinéa *d* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte et paragraphe 1 de l'article 7 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et alinéa *c* du paragraphe 1 et alinéa *f* du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution du Malawi (M. Chinseche n'a jamais été informé de son droit de consulter un avocat et d'être représenté par un avocat).

39. L'ordonnance de placement de M. Chinseche en détention provisoire a été renouvelée deux fois depuis le 15 juin 2009, la première le 29 juin 2009 et la seconde le 29 juillet 2009, ce dernier renouvellement étant valable jusqu'au 29 septembre 2009. Elle ne l'a plus été depuis, ce qui, selon la source, contrevient aux dispositions du droit international et international concernant les délais de détention provisoire. Pour la source, M. Chinseche est détenu illégalement depuis novembre 2009.

40. M. Chinseche ne s'est pas adressé à un tribunal parce qu'il n'a pas les moyens de s'offrir les services d'un avocat privé et n'a reçu aucune aide du système national d'assistance judiciaire. Il n'a pas pu consulter de conseil avant ses entretiens en prison avec les représentants du Southern Africa Litigation Centre et du Centre for Human Rights, Education, Advice and Assistance en juin 2011.

41. M. Madison Namithanje est un citoyen malawien qui réside habituellement dans le village de Machokola, sous l'autorité traditionnelle de Mabuka, dans le district de Mulange au Malawi.

42. Le 30 juin 2009, vers 11 heures du soir, M. Namithanje a été arrêté à son domicile temporaire de Mchilamwera, à Thyolo (Malawi) par des policiers du poste de police de Thyolo, tous en civil et armés.

43. Les policiers ont informé M. Namithanje qu'il était impliqué dans une certaine affaire mais sans lui donner d'informations précises, avant de le menotter et de le conduire au poste de police de Thyolo. On ne lui a présenté aucun mandat et il n'a été informé ni des chefs d'inculpation exacts pesant sur lui, ni de son droit de garder le silence.

44. À son arrivée au poste de police, M. Namithanje a été placé dans une cellule. Il a été interrogé, trois jours après son arrestation, au sujet d'un meurtre commis sur son lieu de travail. Il a expliqué aux policiers qu'il avait entendu parler de ce meurtre mais qu'il n'en connaissait pas les détails. On lui a fait signer une déclaration officielle dans laquelle il niait être l'auteur du meurtre.

45. M. Namithanje a été maintenu en garde à vue pendant encore deux jours avant d'être présenté, en audience préliminaire, au tribunal d'instance de Thyolo. À cette audience, il a été inculqué de meurtre au titre de l'article 209 du Code pénal du Malawi. Il a plaidé non coupable. Il n'a pas été informé de son droit à être libéré sous caution et ne l'a donc pas exercé. Aucun avocat ne l'a assisté à l'audience.

46. À l'audience, le juge aurait demandé à M. Namithanje s'il avait des témoins ou un alibi, ce à quoi le défendeur a répondu par l'affirmative. Le juge lui a conseillé de s'adjoindre les services d'un avocat. M. Namithanje lui ayant répondu qu'il n'en avait pas les moyens, il aurait alors ordonné son placement en détention provisoire jusqu'à ce qu'il puisse bénéficier de l'aide juridictionnelle.

47. À l'issue de l'audience, M. Namithanje a été emmené à la prison de Thyolo où il est resté jusqu'en juillet 2010, date à laquelle il a été transféré à la prison de Chichiri à Blantyre parce que celle de Thyolo était semble-t-il surpeuplée. Il n'a pas été présenté à un

juge depuis cette première audience et aucune date n'a été fixée pour son procès. Il n'a eu accès à aucune assistance judiciaire avant de s'entretenir avec les représentants du Southern Africa Litigation Centre et du Centre for Human Rights, Education, Advice and Assistance, le 30 juin 2011.

48. Pour la source, il s'agit des mêmes violations des garanties fondamentales que dans le cas de M. Chinseche.

Réponse du Gouvernement

49. Le Groupe de travail a transmis les allégations ci-dessus au Gouvernement du Malawi en lui demandant, dans sa réponse, de lui fournir des informations détaillées sur la situation actuelle de MM. Odillo, Kadzombe, Chinseche et Namithanje et de préciser sur quelle base juridique repose leur maintien en détention. Il est regrettable que le Groupe de travail n'ait pas reçu de réponse du Gouvernement.

Délibération

50. En l'absence de réponse du Gouvernement et conformément au paragraphe 16 de ses Méthodes de travail révisées, le Groupe de travail considère qu'il est en mesure de rendre son avis à la lumière des informations qui lui ont été fournies.

51. Les quatre détenus faisant l'objet du présent avis sont tous dans l'impossibilité d'avoir accès au système de justice de leur pays et de s'offrir les services d'avocats privés, ou attendent une assistance des services d'aide juridictionnelle pour accéder à la justice. Si le Groupe de travail ne peut ni prouver leur innocence ni établir la réalité des faits retenus contre eux, il relève avec préoccupation l'absence de garanties procédurales au titre de leur droit à un procès équitable.

52. MM. Odillo, Kadzombe, Chinseche et Namithanje se trouvent en détention respectivement depuis le 26 octobre 2006, le 4 décembre 2008, le 18 avril 2009 et le 30 juin 2009. Ils doivent répondre de chefs d'accusation graves allant du vol au meurtre. Or ils sont détenus sans procès depuis de très longues périodes, sans respect des garanties minimales d'une procédure régulière prescrites à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, parmi lesquelles le droit d'être informé, dans le plus court délai, des motifs de l'accusation au moyen d'un mandat d'arrêt – une garantie contre l'auto-accusation –, le droit de bénéficier de l'assistance d'un défenseur, le droit d'être présenté à un juge et le droit d'être jugé dans un délai raisonnable.

53. Le Groupe de travail note également que dans les quatre cas, les garanties prescrites à l'article 42 de la Constitution du Malawi et à l'article 7 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples n'ont pas été respectées.

54. Pour ce qui est de la détention de M. Kadzombe, qui est mineur, le Groupe de travail rappelle l'alinéa *b* de l'article 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant qui dispose que les États parties veillent à ce que: «Nul enfant ne soit privé de liberté de façon illégale ou arbitraire. L'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant doit être en conformité avec la loi, n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible.». L'alinéa *d* de l'article 37 précise qu'il faut que «les enfants privés de liberté aient le droit d'avoir rapidement accès à l'assistance juridique ou à toute autre assistance appropriée, ainsi que le droit de contester la légalité de leur privation de liberté devant un tribunal ou une autre autorité compétente, indépendante et impartiale, et à ce qu'une décision rapide soit prise en la matière». M. Kadzombe est privé de ces droits depuis plus de trois ans, soit depuis son placement en détention.

55. Le Groupe de travail fait aussi sienne la position du Comité des droits de l'enfant selon laquelle les États parties s'efforcent: «de formuler et d'appliquer une large gamme de

mesures propres à assurer aux enfants un traitement conforme à leur bien-être et proportionné à leur situation et à l'infraction. Ces mesures devraient notamment englober les soins, l'orientation et la supervision, les conseils, la probation, le placement familial et les programmes d'éducation générale et professionnelle, ainsi que diverses solutions autres qu'institutionnelles (art. 40 4)).» (Observation générale n° 10 (2007) relative aux droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs, par. 23). Le Groupe de travail note avec préoccupation que les autorités compétentes n'ont pas cherché à appliquer de telles mesures dans le cas de M. Kadzombe.

Avis et recommandations

56. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de MM. Odillo, Kadzombe, Chinseche et Namithanje est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève de la catégorie III des Méthodes de travail du Groupe de travail.

57. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de MM. Odillo, Kadzombe, Chinseche et Namithanje de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

58. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de ces affaires, la réparation appropriée consisterait à juger immédiatement les personnes concernées en tenant compte de toutes les garanties énoncées à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à rendre effectif le droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte.

59. S'agissant de M. Kadzombe, le Groupe de travail prie le Gouvernement du Malawi de le libérer immédiatement, conformément aux obligations qui lui incombent au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

60. Au vu des allégations de torture et autres mauvais traitements, le Groupe de travail soumet le présent avis à l'attention du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

[Adopté le 4 mai 2012]